

PRAYERS

Pursuant to Standing Order 43, on motion of Mr. Roy, seconded by Mr. Crombie, it was resolved,—That the black list of ethnic groups prepared by the PQ government is a disgusting, unjust, provocative and reprehensible gesture which contravenes the Canadian Charter of Human Rights and Freedoms, and that we wish to remind these citizens of Quebec that they are full-fledged Canadians.

Madam Speaker informed the House that the Clerk of the House had laid upon the Table the Three Hundred and Thirtieth Report of the Clerk of Petitions, stating that he has examined the petition signed by residents of the Constituency of Mission—Port Moody, in the Province of British Columbia, concerning the reinstatement of capital punishment, presented by the honourable Member for Mission—Port Moody (Mr. Rose), on Thursday, November 4, 1982, and finds that the petition meets the requirements of the Standing Orders as to form.

Mr. Lefebvre, from the Special Committee on Standing Orders and procedure, presented the Third Report of the Committee. (Parliamentary reform and changes to the Standing Orders).—Sessional Paper No. 321-8/26.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 1 to 7 which includes the report*) was tabled.

(*The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 179 to the Journals*).

Mr. Caccia, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Report of the Labour Canada Task Force on Micro-Electronics and Employment. (English and French).—Sessional Paper No. 321-4/145.

The Order being read for the consideration of the Business of Supply;

Mr. Keeper, seconded by Mr. Kristiansen, moved,—That this House condemns the government for their incompetent management of the unemployment insurance system and their mishandling and misdirection of employment programs:

(a) by creating and tolerating long and unconscionable delays in payment of earned benefits to claimants;

(b) by refusing to provide extended benefits or jobs to the growing thousands of unemployed whose benefits are expiring each month;

(c) by raising unemployment insurance premiums by 40 to 53% at a time when UIC services are declining and in disrepute; and

finally, condemns the government for fumbling a growing myriad of uncoordinated hit and miss job creation programs

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Roy, appuyé par M. Crombie, il est résolu,—Que la liste noire des groupes ethniques préparée par le gouvernement péquiste est un geste répugnant, injuste, provocateur, condamnable et va à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés et que nous désirons rappeler à ces citoyens du Québec qu'ils sont des Canadiens à part entière.

Madame le Président fait savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau le trois cent trentième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition signée par des résidents de la circonscription électorale de Mission—Port Moody, dans la province de la Colombie-Britannique, concernant le rétablissement de la peine capitale, présentée par l'honorable député de Mission—Port Moody (M. Rose) le jeudi 4 novembre 1982, et qu'il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement, quant à sa forme.

M. Lefebvre, du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présente le troisième rapport de ce Comité (Réforme parlementaire et changements au Règlement).—Document parlementaire n° 321-8/26.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 1 à 7, qui comprend le rapport*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 179 aux Journaux*).

M. Caccia, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Rapport du Groupe de travail de Travail Canada sur la micro-électronique et l'emploi. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-4/145.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

M. Keeper, appuyé par M. Kristiansen, propose,—Que la Chambre blâme le gouvernement pour l'incompétence avec laquelle il gère le régime d'assurance-chômage, administre et dirige mal les programmes d'emploi,

a) en causant et tolérant des retards prolongés et excessifs dans le paiement des prestations auxquelles ont droit les requérants;

b) en refusant de fournir des prestations prolongées ou des emplois au nombre croissant de chômeurs dont les prestations expirent chaque mois;

c) en augmentant les primes d'assurance-chômage de 40% à 53% au moment où les services de la CAC diminuent et ont mauvaise réputation;

et finalement, qu'elle blâme le gouvernement d'avoir raté une myriade croissante de programmes de création d'emploi non